Très important : émouvant aux larmes et révoltant, discours de Geert Wilders devant ses juges

écrit par Jack | 26 novembre 2016

Les sites partriotes débordent d'articles sur les primaires de la droite et du centre. Et voici quelqu'un qui n'est pas un inconnu pour ceux qui se battent contre l'interdiction de plus en plus accentuée de la liberté d'expression, partout en Europe : Geert Wilders.
Le voici, debout et fier, devant ses juges, les représentants du politiquement correct

Geert Wilders : le Discours fait à Ses Juges « La bataille de l'élite contre le peuple sera gagnée par le peuple »

Monsieur le Président, Messieurs de la Cour,

De nombreuses personnes ont tenté de me dissuader de prononcer une déclaration finale à l'occasion du procès contre la liberté d'expression qui m'est intenté : un geste inutile disaient-ils, le verdict est déjà écrit, la cour m'a déjà condamné. Peut-être est-ce vrai. Néanmoins, je suis là. Parce que je ne renonce jamais. J'ai donc un message pour vous et pour les Pays-Bas.

Pendant des siècles, les Pays-Bas ont incarné la liberté.

Qui disait Pays-Bas, disait liberté. Et cela était vrai aussi,

et même surtout, pour les opposants, ceux dont l'opinion différait de celle de l'establishment. Et notre liberté la plus importante est la liberté d'expression.
Nous, Néerlandais, disons tout ce qui nous tient à cœur. Et c'est ce qui fait la grandeur de notre pays. La liberté d'expression est notre fierté.
Et c'est elle qui est en jeu ici, aujourd'hui.
Je refuse de croire qu'il faille abandonner cette liberté. Parce que nous sommes Hollandais. Nous ne mâchons pas les mots. Et moi non plus. J'en suis fier. Personne ne me fera taire.
Pour ce qui me concerne messieurs de la cour, la liberté de parole est tout ce qui me reste. Un constat que je fais chaque jour. Ainsi ce matin je me suis réveillé dans une résidence sécurisée. Je suis monté dans une voiture blindée et un convoi m'a conduit à cette salle d'audience de haute sécurité à Schiphol. Les gardes du corps, les feux clignotants bleus, les sirènes. Chaque jour c'est pareil. Et c'est l'enfer. Mais cette protection qu'ils m'apportent, je leur en suis intensément reconnaissant.
Ils me protègent, ils me gardent littéralement en vie, ils garantissent le dernier morceau de liberté qui me reste : ma liberté de parole. La liberté d'aller quelque part et de parler de mes idéaux, de mes idées pour que les Pays-Bas – notre pays – devienne plus fort et plus sûr. Après douze ans de privation de liberté, après avoir vécu pour des raisons de sécurité, avec ma femme, dans des casernes, des prisons et maisons sécurisées, je sais ce qu'être privé de liberté signifie.
Messieurs de la cour, je souhaite sincèrement que vous n'ayez jamais à vivre cela. Et que contrairement à moi, vous n'aurez jamais besoin d'être protégés parce que des organisations terroristes islamiques, comme Al-Qaïda, les Talibans et l'Etat islamique, et qui sait combien d'autres musulmans isolés, ont décidé de vous assassiner. Vous n'êtes plus autorisé à vider votre boîte aux lettres, le port d'un gilet pare-balles est condition *sine qua non* des réunions publiques, et des

policiers gardent la porte de la salle de bains chaque fois que vous vous y rendez. J'espère que tout cela vous sera épargné.

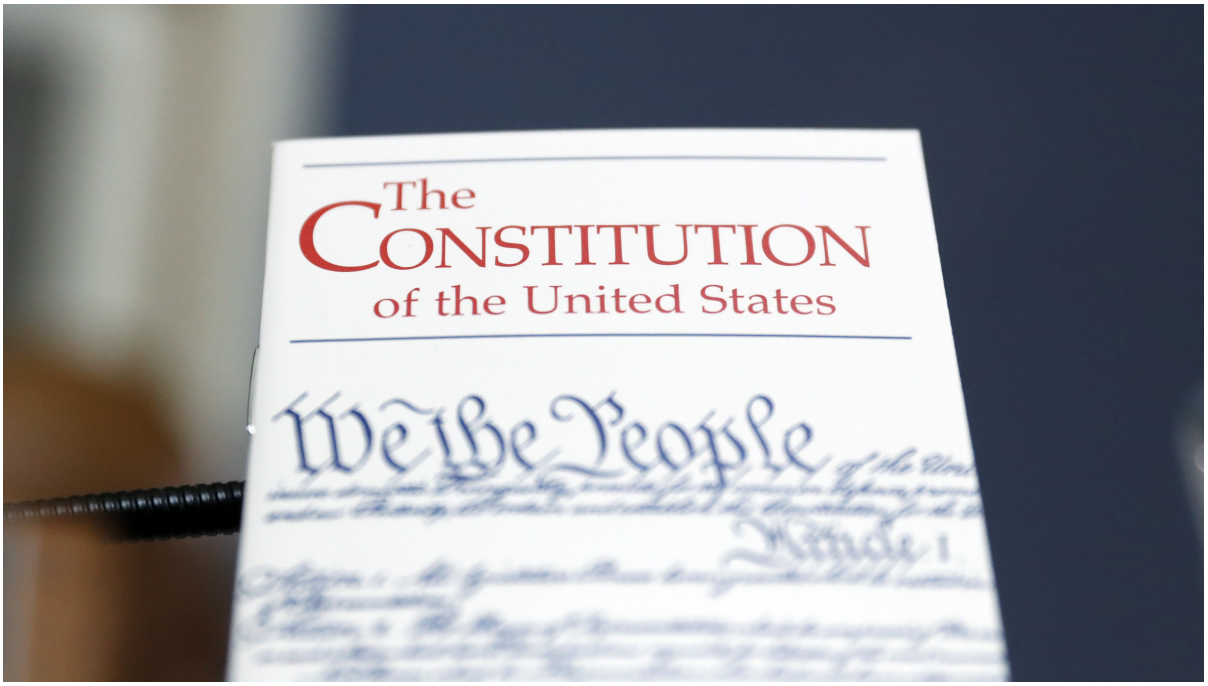
Si vous aviez expérimenté cela – peu importe votre niveau de désaccord politique avec moi – vous comprendriez que je ne peux pas garder le silence. Que je ne dois pas garder le silence. Que je dois parler. Pas seulement pour moi, mais pour les Pays-Bas, notre pays. Je dois utiliser la seule liberté dont je dispose encore pour protéger notre pays. Contre l'islam et contre le terrorisme. Contre l'immigration en provenance des pays islamiques. Contre l'énorme problème que les Marocains posent aux Pays-Bas. Je ne peux pas garder le silence sur ces sujets ; je dois parler. C'est mon devoir, je dois répondre, je dois informer, je dois proposer des solutions.

J'ai dû renoncer à ma liberté, mais je vais continuer. Toujours. Les gens qui veulent m'en empêcher devront me tuer.
Et donc, je suis ici devant vous. Seul. Mais je ne suis pas seul. Ma voix est démultipliée. En 2012, près de un million de Néerlandais ont voté pour moi. Et il y aura beaucoup plus le 15 mars.
Selon le dernier sondage, nous aurons bientôt, deux millions d'électeurs. Messieurs de la cour, vous connaissez ces gens. Vous les rencontrez tous les jours. Un citoyen néerlandais sur cinq voterait aujourd'hui pour le Parti de la liberté. Peut-être votre chauffeur, votre jardinier, votre médecin ou votre femme de ménage, la petite amie du fonctionnaire de l'état civil, votre physiothérapeute, l'infirmière de la maison de retraite de vos parents, ou le boulanger de votre quartier. Ce sont des gens ordinaires, des Néerlandais ordinaires. Des gens dont je suis particulièrement fier.
Ils m'ont élu pour parler en leur nom. Je suis leur porte-parole. Je suis leur représentant. Je dis ce qu'ils pensent. Je parle en leur nom. Et je le fais avec détermination et passion. Chaque jour, y compris ici, aujourd'hui.

Alors n'oubliez pas ! Quand vous me jugez, vous portez un

jugement sur des millions d'hommes et de femmes aux Pays-Bas. Vous jugez des millions de personnes. Des gens qui sont d'accord avec moi. Des gens qui ne comprendront pas que je sois condamné. Des gens qui veulent qu'on leur rende leur pays, qui en ont assez de ne pas être entendus, qui chérissent la liberté d'expression.

Messieurs les membres de la cour, vous allez vous prononcer sur l'avenir des Pays-Bas. Et je vous le dis : si vous me condamnez, vous condamnerez la moitié du pays. Et de nombreux Néerlandais perdront le lambeau de confiance qui leur reste dans l'Etat de droit.



Geert Wilders au tribunal, le 23 novembre 2016. (Image source: NPO Nieuws video screenshot)

Bien entendu, ce procès absurde n'aurait jamais dû m'être intenté. Parce que c'est un procès politique. C'est un procès politique parce qu'il porte sur des questions politiques qui doivent être débattues au Parlement et non devant un tribunal. Il s'agit d'un procès politique parce que d'autres hommes politiques – membres des partis de gouvernement – ont parlé des Marocains sans se retrouver poursuivis. Ce procès est politique parce que ce tribunal est abusivement chargé de régler un problème politique avec un chef de l'opposition que personne ne peut vaincre au Parlement.

Ce procès, Monsieur le Président, il pue. Il aurait plus sa place en Turquie ou en Iran, où l'opposition est mise en examen. C'est une mascarade, une humiliation pour les Pays-Bas, une parodie de notre Etat de droit.

Il s'agit également d'un procès déloyal car l'un d'entre vous – Mme Eliane van Rens – a émis des commentaires négatifs sur la politique de mon parti et sur la relaxe dont j'ai bénéficié à l'occasion du dernier procès Wilders. Et maintenant, la voilà qui va me juger.

Qu'ai-je fait pour mériter cette parodie ? J'ai dit « moins de Marocains » sur un marché, et j'ai posé des questions à des membres du PVV lors d'un rassemblement public. Et je l'ai fait, messieurs les membres de la cour, parce que nous avons dans ce pays un énorme problème avec les Marocains. Et personne ou presque n'ose en parler ou prendre les mesures qui s'imposent. Seul mon parti pose clairement ce problème depuis des années.

Il suffit de regarder les informations de ces dernières semaines : des aventuriers marocains volent et cambriolent à Groningue, abusent de notre système d'asile, et de jeunes marocains terrorisent des quartiers entiers à Maassluis, Ede et Almere. Je peux donner des dizaines de milliers d'autres exemples – presque tout le monde aux Pays-Bas les connaît ou a personnellement subi les nuisances des criminels Marocains. Si vous n'êtes pas informés, vous vivez dans une tour d'ivoire.

Je vous le dis : si nous ne pouvons plus honnêtement traiter de ces problèmes aux Pays-Bas, si nous ne sommes plus autorisés à utiliser le mot « étranger », si nous, les Néerlandais, devenons racistes parce que nous voulons que Black Pete (Père Fouettard à la peau noire, compagnon de Saint Nicolas, NdT) reste noir ; si nous ne pouvons demeurer en liberté et éviter d'être traîné devant une cour pénale qu'à la condition de laisser entrer plus de Marocains ; si nous vendons notre liberté d'expression chèrement acquise ; si nous utilisons les tribunaux pour faire taire un homme politique de l'opposition qui menace de devenir premier ministre, alors ce beau pays est condamné. C'est inacceptable, parce que nous sommes Néerlandais et que les Pays Bas sont notre pays.

Et encore une fois, qu'ai-je fait mal ? Comment justifier que je sois ici traité en suspect, comme si j'avais pillé une banque ou commis un meurtre ?
J'ai seulement parlé des Marocains sur un marché et posé une question lors d'un rassemblement électoral nocturne. Et quiconque se pique un peu de politique sait que les réunions électorales nocturnes sont, pour chaque parti, l'occasion de discours politiques riches en slogans et formules à l'emporte-pièce. Des moments où les règles de la rhétorique sont exploitées au maximum. Tel est notre travail. Telle est la façon dont la politique fonctionne.
Les nuits électorales sont les nuits électorales, avec la rhétorique et les discours politiques qui vont avec ; ce ne sont pas des conférences universitaires ou chaque paragraphe est examiné 15 minutes durant de six points de vue différents. Il est tout simplement insensé que le procureur utilise contre moi les principes qui fondent toute campagne électorale ; un peu comme si on reprochait à un joueur de football d'avoir gagné trois matches consécutifs.
Bien entendu, j'ai déclaré au marché de Loosduinen, dans ce beau quartier de La Haye : « si possible moins de Marocains. » J'ai fait cette déclaration quelques minutes après qu'une dame marocaine soit venue à moi et m'ait déclaré qu'elle allait voter PVV parce qu'elle en avait assez des nuisances causées par les jeunes Marocains.

Et en cette nuit électorale, j'ai commencé par demander aux partisans du PVV : « Voulez-vous plus ou moins d'Union Européenne » ? Et je n'ai pas expliqué en détail pourquoi la réponse devrait être moins. A savoir, que nous devons retrouver notre souveraineté et reprendre le contrôle de notre argent, de nos lois et de nos frontières. Je n'ai pas développé.
Et puis, j'ai demandé au public : « Voulez-vous plus ou moins de parti travailliste ? » Et, là encore, je n'ai pas expliqué en détail pourquoi la réponse devrait être moins. A savoir, que ce sont les plus grands des relativistes culturels, des personnes qui s'aveuglent volontairement et qui, au Parlement,

se détournent lâchement de la contrainte que l'islam fait peser sur nous. Je n'ai pas développé plus.
Et puis j'ai demandé : « voulez-vous plus ou moins de Marocains ? » et là encore, je n'ai pas expliqué en détail pourquoi la réponse devrait être moins. A savoir, que les personnes de nationalité marocaine sont surreprésentées dans la criminalité des Pays-Bas, aux guichets de l'aide sociale et dans la pratique de la terreur. Je n'ai pas expliqué que nous voulons réduire le nombre de Marocains par l'expulsion des criminels de nationalité marocaine après déchéance de leur nationalité néerlandaise, par une politique d'immigration plus stricte et par une politique volontaire de rapatriement. Telles sont les propositions de notre programme électoral depuis le jour où j'ai fondé le Parti pour la liberté (PVV). J'ai expliqué tout ceci à l'occasion de plusieurs interviews à la télévision nationale, entre la déclaration sur le marché et la nuit des élections, ainsi que le soir des élections quelques instants après. Il est extrêmement malveillant et erroné de la part du procureur de faire abstraction de ce contexte.
Dégoûtantes – je n'ai pas d'autre mot – sont les actions des autres hommes politiques, y compris celui qui, pendant encore quelques mois, peut se faire appeler Premier ministre. Leurs actions, et surtout la sienne, après cette nuit électorale constituent une réelle persécution, une chasse aux sorcières. Le gouvernement a créé un climat pour lequel il devrait être jugé.
Le Premier ministre Rutte a osé dire à de petits enfants à l'heure des programmes d'information jeunesse que je voulais les expulser. Puis il les a rassurés en disant que cela n'arriverait pas. Comme si j'avais jamais osé dire une chose pareille. Il est presque impossible de se comporter de manière plus vile et plus fausse.
Quant au ministre de la Sécurité et de la Justice – qui est le patron politique du ministère public, il faut le mentionner –, il a jugé mes paroles dégoûtantes et a même exigé que je les retire. Point besoin d'être Einstein pour comprendre que si

l’on n’obtempère pas à la demande du ministre de la justice, le procureur va se mobiliser.

Le ministre de l’intérieur et le vice-premier ministre, tous deux membres du parti travailliste, se sont exprimés de manière similaire. En d’autres termes, le gouvernement n’a pas laissé au ministère public d’autre option que celle de me poursuivre. Par conséquent, dans ce procès, les magistrats ne sont pas les représentants d’un procureur indépendant, mais les complices de ce gouvernement.
Monsieur le Président, l’élite a également facilité les plaintes qui ont été déposées contre moi. Des formulaires de plaintes pré-rédigés ont été portés à la mosquée par la police. Dans ces formulaires, il faut le noter, la police ajoute parfois que, eux aussi, ont jugé mes déclarations inadmissibles.
Et des échantillons que nous avons-nous même prélevés montrent que certaines de ces plaintes sont le résultat d’actes de pure tromperie, d’intimidation et d’influence. Les gens pensaient qu’ils allaient voter ; ils ne savent même pas mon nom, ne se sont pas rendu compte de ce qu’ils signaient ou ont déclaré qu’ils ne se sentaient pas du tout discriminés par moi.
Quelqu’un, à la mosquée As Soennah, a dit que rien qu’après les prières du vendredi, 1200 plaintes avaient été déposées ; en fait, chacun pensait qu’il s’agissait d’une élection. Il y a eu des défilés, organisés par les maires et les conseillers municipaux, comme à Nimègue, où le maire Chrétien Démocrate Bruls a pu déployer sa haine profonde du PVV. La police a fait des heures supplémentaires, café et thé offerts ; il y a eu aussi des danses et des chants marocains accompagnés de flonflons en face d’un poste de police. Ils ont fait la fête.
Mais en attendant, deux sondages représentatifs, l’un commandé par le PVV, l’autre par le journal *De Volkskrant*, ont montré que, à part le gouvernement et les grands médias, 43% des Néerlandais, soit 7 millions de personnes, sont d’accord avec moi. Ils veulent moins de Marocains. Vous risquez d’être très occupés si le ministère public décide de poursuivre ces 7 millions de personnes.

Les gens ne comprendront jamais que les autres politiciens – notamment ceux des partis de gouvernement – et les hauts fonctionnaires qui ont émis certains commentaires sur les Marocains, les Turcs et même des membres du PVV, continuent d'aller librement, à l'abri des poursuites du ministère public.
Comme Samsom, le chef du parti travailliste, qui a dit que les jeunes marocains avaient le monopole de la nuisance ethnique.
Ou comme Spekman, président du parti travailliste, qui a dit que les Marocains devraient être humiliés.
Ou Oudkerk, l'échevin travailliste, qui a parlé de ces p*… de Marocains.
Ou du premier ministre Rutte, qui a dit que les Turcs devraient aller se faire voir.

Et que penser du chef de la police, Joop van Riessen, qui a dit en parlant de moi à la télévision – je cite littéralement : « Fondamentalement, on serait enclin à dire : tuons-le, débarrassons-nous de lui maintenant et qu'il ne refasse plus jamais surface ! »
Evoquant les électeurs du PVV, le même Van Riessen a déclaré : « ces gens doivent être expulsés, ils n'ont rien à faire ici. » Fin de citation. Le chef de la police a déclaré que le désir de tuer Wilders était un sentiment normal. C'est de la haine, Monsieur le Président, de la haine pure – pas de notre fait, mais contre nous. Et à ma connaissance, le procureur n'a pas poursuivi M. Van Riessen.
En revanche, le procureur me poursuit. Il exige une condamnation basée sur des infractions absurdes concernant la race et des concepts qui ne sont même pas dans la loi. Il m'accuse et me soupçonne d'avoir insulté un groupe de personnes et d'inciter à la haine et à la discrimination raciale. Jusqu'où la folie peut-elle aller ? La race. Quelle race ?
J'ai parlé et posé une question à propos des Marocains. Les Marocains ne sont pas une race. Qui peut affirmer une chose pareille ? Personne dans ce pays ne dit que les Marocains sont soudainement devenus une race. Quelle absurdité ! Pas une

seule nationalité n'est une race. Les Belges ne sont pas une race, les Américains ne sont pas une race. Je le dis fermement au ministère public : arrêtez ce non-sens. Je ne suis pas raciste et mes électeurs non plus. Comment osez-vous suggérer une chose pareille ? Comment osez-vous calomnier des millions de personnes en les traitant de racistes ?

43% des Néerlandais veulent moins Marocains, comme je l'ai déjà dit. Ils ne sont pas racistes. Arrêtez d'insulter les gens. Chaque jour, ils butent sur l'énorme problème que posent les Marocains dans notre pays. Ils ont droit à un homme politique qui n'a pas peur de parler du problème que posent les Marocains. Mais ni eux, ni moi ne nous soucions de savoir si quelqu'un est noir, jaune, rouge, vert ou violet.

Je vous le dis : si vous condamnez pour racisme quelqu'un qui n'a rien contre les races, alors vous aurez attenté à l'Etat de droit. Ce sera la faillite. Personne dans ce pays ne comprendra.

Et aujourd'hui, le ministère public brandit le concept vague « d'intolérance ». Une autre stupidité. Intolérance est une notion subjective qui n'est même pas mentionnée dans la loi. Pour l'amour du ciel qu'est-ce que l'intolérance ? Est-ce de cela que vous devez décider messieurs les membres de la cour ? Vous ne pouvez rien décider de la sorte. Ni vous, ni la Cour suprême, ni même la Cour européenne. C'est à la loi de déterminer ce qui est punissable. Nous, les élus représentants du peuple, avons pour tâche de déterminer clairement et de manière lisible pour tout le monde ce qui est punissable et ce qui ne l'est pas.

Et ce n'est pas le travail de cette cour. Vous devriez d'autant moins vous lancer dans cette tâche que les concepts sont subjectifs, que chacun les définit différemment et qu'ils peuvent facilement être manipulés par l'élite pour interdire les opinions de l'opposition qui lui déplaisent. Ne faites pas cela, je vous le dis.

Mr. le Président et membres du tribunal,

Nos ancêtres ont combattu pour la liberté et la démocratie. Ils ont souffert, beaucoup y ont laissé leur vie. Nous devons

nos libertés et l'Etat de droit à ces héros. Mais la liberté la plus importante, la pierre angulaire de notre démocratie, est la liberté d'expression. La liberté de penser ce que vous voulez et d'exprimer ce que vous pensez.
Perdre cette liberté, revient à tout perdre. Les Pays-Bas auront cessé d'exister ; et les efforts de tous ceux qui ont souffert et se sont battus pour nous auront été inutiles. Depuis les combattants de la liberté à l'Age d'or des Pays Bas jusqu'aux héros de la résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Je vous le demande : inscrivez-vous dans leur tradition. Soutenez la liberté d'expression.

En requérant une condamnation, le procureur, complice de l'ordre établi et marionnette du gouvernement, exige que l'on fasse taire un homme politique de l'opposition. Et, par conséquent, que l'on réduise au silence des millions de Néerlandais. Je vous le dis : les problèmes avec les Marocains ne disparaitront pas, ils ne feront qu'augmenter.
Notamment pour les gens qui seront bientôt réduits au silence et qui s'exprimeront moins et craindront d'être traités de racistes et puis condamnés pour cela. Si je suis condamné, quiconque exprimera quelque chose sur les Marocains aura peur d'être traité de raciste.
Mr. le Président et membres du tribunal, j'en viens à conclure.

Un mouvement mondial a commencé de se former pour mettre un terme aux doctrines politiquement correctes des élites et des médias qui leur sont subordonnés.
Cela a été prouvé par le Brexit.
Cela a été prouvé par les élections américaines.
C'est sur le point d'être prouvé en Autriche et en Italie.
Cela sera prouvé l'année prochaine en France, en Allemagne et aux Pays-Bas.
Le cours des choses prend un tour nouveau. Les citoyens ne tolèrent plus l'ancien.
La bataille de l'élite contre le peuple sera gagnée par le peuple. Ici aussi, vous ne pourrez pas arrêter le mouvement, et vous risquez même de l'accélérer. Nous allons gagner, les Néerlandais vont gagner, et on se souviendra de qui a été du

bon côté de l’Histoire.
Le sens commun prévaudra sur l’arrogance du politiquement correct. Parce que partout en Occident, nous assistons au même phénomène.
La voix de la liberté ne peut plus être emprisonnée, elle sonne comme une cloche. Partout, de plus en plus de gens disent ce qu’ils pensent. Ils ne veulent pas perdre leur pays, ils ne veulent pas perdre leur liberté.
Ils exigent d’être pris au sérieux par les politiciens, d’être écoutés, que nous parlions en leur nom. Il s’agit d’une authentique révolte démocratique. Le vent du changement et du renouveau souffle partout. Y compris ici, aux Pays-Bas.
Comme je l’ai dit :
Je suis ici au nom de millions de citoyens néerlandais.
Je ne parle pas seulement en mon nom.
Ma voix est celle d’une multitude.
Et, donc, je vous le demande, en mon nom, mais aussi au nom de tous les citoyens néerlandais :
Acquittez-moi ! Acquittez-nous !

Geert Wilders est membre du Parlement néerlandais et chef du Parti pour la liberté (PVV).